Hervé FERON a visiblement posé des questions qui dérangent, lorsqu'il a demandé au Ministre des Affaires Etrangères et Européennes s'il était au courant de la vente d'armes technologiques françaises au régime de Kadhafi. Des armes qui ont permis le massacre des opposants en Libye... Dans la mesure où Alain JUPPE considère que la vente de ces produits est libre et légale, peut-on imaginer qu'un tel matériel ait été exporté également en Syrie, avec les résultats que nous pouvons constater aujourd'hui ?

Dès la publication de la question d'Hervé FERON et de la réponse d'Alain JUPPE, plusieurs journaux, comme le *Canard Enchaîné*, ont relayé l'information

En décembre dernier, Hervé FERON avait sollicité le Ministre des Affaires Etrangères et Européennes, Alain JUPPE, sur le rôle de la France dans la vente et l'emploi d'armes technologiques destinées à la surveillance de l'Internet (et donc de la population…) en Lybie. Il demandait que l'exportation des DPI (*Deep Packet Inspection*) soit soumise au contrôle et à l'autorisation des autorités françaises, car ils sont assimilables à des armes technologiques. Et finalement, Il a posé la question qui aujourd'hui dérange : la France est-elle au courant d'une telle vente et l'avait-elle autorisée ?

Le logiciel mis en cause, appelé *Eagle*, est conçu et vendu par *Amesys*, une société française de services en ingénierie informatique. *Eagle* est un DPI. Mis entre de mauvaises mains, ce DPI peut servir notamment à la censure sur l'Internet. Mis entre les TRES mauvaises mains de Kadhafi, l'outil a été utilisé pour surveiller l'ensemble des communications sur les réseaux Internet, téléphonie mobile et satellite de la Libye. Et finalement, il a permis à Kadhafi de surveiller, traquer et, à terme, éliminer ses opposants !

Certains médias français ont rapidement dénoncé ces faits, et le grand quotidien américain *The Wall Street Journal* a accusé *Amesys* d'avoir participé à la vague d'espionnage et de répression menée par le Colonel Kadhafi à l'encontre de ses opposants (article du 30 août 2011).

Dans la foulée, la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme et la Ligue des Droits de l'Homme ont mis en cause *Amesys*, et porté plainte contre X à Paris le 19 octobre 2011 pour ces faits.

Alors que les eurodéputés ont récemment demandé aux Etats d'empêcher ces transactions commerciales avec les régimes autoritaires, allant dans le sens d'Hervé FERON, la réponse d'Alain JUPPE à la question du député, publiée il y a quelques jours, laisse sans voix…

Phoca PDF

En effet, il considère tout bonnement que les produits vendus par *Amesys* aux régimes autoritaires, tels que le régime libyen de Kadhafi, n'entraient pas dans la catégorie des armes technologiques. Mieux ! Selon lui, il s'agit simplement d'outils « développés sur la base de produits du marché grand public » et, à ce titre, « l'exportateur [Amesys] n'avait donc pas besoin d'obtenir une autorisation à cette fin, ni d'en informer l'administration » !

Qu'on s'entende bien :

- Le 30 août 2011, le *Wall Street Journal* accuse la société *Amesys* d'avoir aidé Kadhafi à espionner et réprimer ses opposants.

- Le 19 octobre 2011 : La Fédération Internationale de la LDH et la LDH mettent en cause *Amesys* et portent plainte contre X pour les faits reprochés par le *Wall Street Journal*.

- Le 6 décembre 2011 : le député Hervé FERON interpelle Alain JUPPE sur ces faits.

- Le 12 mars 2012 : *Reporter Sans Frontières* publie son rapport 2012 des pays ennemis d'Internet, et classe pour la seconde année consécutive la France dans les pays sous surveillance.

- Le 13 mars 2012 : Alain JUPPE explique à Hervé FERON que le commerce des logiciels de surveillance est libre !

Bref, tout va bien ! D'autant plus que si l'exportation de ces armes technologiques est libre et autorisée, on peut très bien imaginer la facilité de la France à s'en procurer…

Aujourd'hui, Hervé FERON pose cette question : puisqu'Alain JUPPE considère que la vente de ces armes technologiques est libre et légale, la France n'en aurait-elle pas exporté également en Syrie, avec les résultats qu'on peut aujourd'hui constater ?

Phoca PDF